

Afrique de l'Ouest : la révolution de l'élevage aura-t-elle lieu ?

Guillaume Duteurtre (duteurtre@cirad.fr), avec la contribution de Roger Blein

LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE en Afrique de l'Ouest est à un tournant. Diversification des systèmes alimentaires et croissance de la population se joignent pour doper la demande en produits animaux. Des mutations qui questionnent la capacité des systèmes d'élevage locaux et des filières à s'adapter à une demande exigeante.

► Guillaume Duteurtre est chercheur au Cirad. Il était en poste à l'Institut sénégalais de recherches agricoles (Isra) à Dakar, de 2003 à septembre 2009. Depuis, il travaille au Rural Development Center (Rudec) à Hanoi (Vietnam).

DEPUIS 50 ANS, l'essor des villes africaines a induit une transformation profonde du modèle alimentaire. Comme dans les autres pays en développement, le secteur de l'élevage a été particulièrement touché par ces recompositions : les viandes et les produits laitiers sont en effet parmi les produits alimentaires dont la consommation augmente le plus rapidement avec le niveau de vie. Le développement urbain a ainsi induit une demande nouvelle en produits laitiers et carnés. Les commerces des grandes villes présentent aujourd'hui une multitude de nouveaux produits comme les sachets de poudre de lait, les yaourts, les laits fermentés, les fromages, ou les découpes de volaille, générant d'importants débouchés pour l'élevage et l'industrie agro-alimentaire. Dans la restauration hors foyer, ces mutations s'illustrent par l'essor des bars laitiers, des dibiteries, des restaurants ou des cantines.

L'essor des villes africaines et la création de nouveaux débouchés.

Cependant, il subsiste aujourd'hui de nombreuses interrogations sur la capacité de l'élevage africain à répondre à l'explosion de la demande locale. L'élevage familial extensif majoritaire en Afrique, enclavé dans des sociétés traditionnelles et dans des territoires enclavés, serait-il resté à l'écart de la « révolution de l'élevage » observée en Amérique du Sud et en Asie ? Le développement agro-industriel basé sur l'intensification des filières d'élevage, que l'on observe dans de nombreux pays du Sud, aurait-il laissé l'Afrique « en rade » de cette importante transformation ? Quelles stratégies convient-il d'adopter pour encourager la participation des producteurs locaux aux échanges marchands ? Comment faire de la croissance de la demande un « levier », tant pour le développement des territoires pastoraux que pour l'amélioration des revenus des éleveurs ?

Face à ces questions, plusieurs approches sont défendues par les acteurs du développement et les experts. Selon la vision moderniste, la réponse à la demande urbaine ne peut se faire qu'à travers une transformation radicale des systèmes de production et des filières, sur le modèle de la révolution de l'élevage. Pour d'autres, au contraire, l'élevage extensif est susceptible de répondre à des « signaux de marchés », et d'améliorer sa contribution à l'approvisionnement des villes, tout en valorisant ses ressources

spécifiques et ses faibles coûts de production. Enfin, pour les partisans du libéralisme, l'approvisionnement des consommateurs urbains, au pouvoir d'achat limité, passe par un recours croissant aux importations de produits de base bon marché (viande congelée, poudre de lait), quitte à ce que les pays augmentent leur dépendance vis-à-vis du marché international.

Les trois facettes du développement des marchés animaux en Afrique de l'Ouest. Au-delà de ces débats, il sem-



© Inter-réseaux

ble bien que les trois phénomènes aient coïncidé au cours des 20 dernières années en Afrique de l'Ouest : l'apparition de filières agro-industrielles, le développement des surplus commerciaux issus des systèmes extensifs, et l'essor des importations de produits animaux.

Le développement agro-industriel a constitué certainement le côté le plus spectaculaire de ces transformations. Suite aux Plans d'ajustement structurel initiés dans les années 80, la privatisation des grandes laiteries, des fermes d'État ou des abattoirs a constitué une rupture qui a dans un premier temps freiné l'essor d'une industrie de l'élevage, mais qui a ensuite laissé le champ libre au développement de nouvelles entreprises privées. Dans le secteur laitier, on assiste depuis 10 ans au développement massif des petites unités de transformation rurales, et à la participation croissante des élevages périurbains dans l'approvisionnement des consommateurs urbains et des grandes industries laitières. Au Mali, au Burkina Faso, ou au Sénégal, on compte aujourd'hui des dizaines de mini-laiteries rurales collectant du lait frais. Plusieurs industries se sont récemment ré-engagées dans la collecte de lait local. Des fermes modernes se sont installées en périphéries des grandes capitales, en moins grand nombre cependant que dans les zones d'altitude d'Afrique de l'Est. Dans le secteur avicole, de nombreux pays ont connu un développement massif des unités semi-industrielles périurbaines de production d'œufs et de viande de volaille. Le secteur porcin a lui aussi fait l'objet d'investissements importants.

Parallèlement, on a assisté à l'augmentation des surplus commerciaux issus des systèmes extensifs ou semi-intensifs. Après les sécheresses successives de 1973 et de 1984-85, les éleveurs sahéliens ont fortement reconstitué leur cheptel. Dans le même temps, la production de ruminants s'est étendue aux zones agricoles situées plus au Sud, et a constitué un facteur d'intensification des systèmes de production dans les zones soudaniennes. Ces régions plus humides ont aussi constitué des zones de développement de l'embouche bovine et ovine. La croissance de l'offre et l'efficacité de systèmes commerciaux relativement anciens ont ainsi permis

aux marchés de viande rouge de rester très majoritairement approvisionnés par les systèmes pastoraux et agropastoraux. Les complémentarités régionales ont joué favorablement pour approvisionner les villes en bétail sur pied. Dans le domaine du lait, l'augmentation des volumes commercialisés s'est faite essentiellement grâce à l'amélioration des circuits de collecte, plutôt que par l'augmentation de la productivité des fermes. Ainsi, les stratégies des ménages et l'économie domestique ont tiré parti de l'émergence du commerce du lait sous 3 formes principales : le développement des ventes directes en périphérie des grandes villes, l'essor des réseaux de collecte de lait caillé et de beurre en zone sahélienne et la mise en place de systèmes de collecte du lait cru. De la même manière, on a assisté au développement de l'aviculture villageoise engagée dans la production d'œufs ou de poulets pour le marché.

Enfin, de nombreux pays ont fait le choix de recourir à des importations croissantes de produits animaux. Des années 70 jusqu'aux années 90, la pénétration des produits européens sur les marchés ouest africains a été encouragée par les baisses de la production du cheptel sahélien liées aux sécheresses, par l'existence d'excédents massifs de production de lait et de viande en Europe et aux États-Unis, et par les crises économiques qui ont touché les populations urbaines les plus pauvres, créant ainsi une demande pour des produits très bon marché. Plus récemment, ce phénomène a été amplifié par la libéralisation des importations (abaissement des droits de douane) consécutive à la constitution du marché commun ouest africain et aux négociations commerciales internationales. Tous les pays se sont dotés à la faveur de ce contexte d'industries laitières orientées vers la reconstitution du lait en poudre importé. Entre 1994-06 et 2004-06, les importations laitières en Afrique de l'Ouest ont plus que doublé. Et les importations de viande ont été multipliées par quatre. Dans certains pays côtiers, comme au Sénégal, au Cameroun, au Bénin ou en Côte d'Ivoire, les importations de viande avicole ont connu une véritable envolée entre 2000 et 2004, avant que des barrières sanitaires ou tarifaires ne soient mises en place pour « protég-

Le bétail, facteur d'intégration des échanges régionaux

L'ÉLEVAGE EN AFRIQUE DE L'OUEST et du Centre est typiquement un secteur dont l'économie repose sur l'intégration des marchés. Les produits de l'élevage constituent le premier poste des échanges intracommunautaires, devant les céréales.

Les échanges régionaux relient les bassins de production dans les pays sahéliens excédentaires et les bassins de consommation des pays côtiers déficitaires.

On estime le cheptel bovin de l'Afrique de l'Ouest à 60 millions d'animaux et le cheptel de petits ruminants à 160 millions. Les trois grands pays sahéliens enclavés — le Burkina Faso, le Mali et le Niger — exploitent plus du tiers du cheptel bovin régional (22 millions). Les exportations d'animaux sur pied de ces trois pays sont estimées à 560 000 têtes par an. Les exportations de petits ruminants concerneraient environ 1,7 millions de têtes.

Les observateurs décrivent plusieurs circuits commerciaux : les *circuits verticaux* qui représentent les échanges historiques entre les pays enclavés sahéliens et les marchés côtiers autour d'axes Nord-Sud. L'Afrique de l'Ouest est ainsi structurée autour de 3 grandes zones commerciales : le circuit occidental part du Mali et alimente la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée, la Gambie, la Sierra Leone et le Liberia ; le circuit du couloir central relie les zones d'élevage du Mali et du Burkina Faso au Ghana, à la Côte d'Ivoire et au Togo ; enfin, le circuit central oriental relie le Niger aux marchés du Nord du Nigeria, qui représente le plus important importateur de la région.

Plus récemment se sont ajoutés des *circuits transversaux* destinés à alimenter le Nigeria principalement avec du bétail burkinabè transitant par le Bénin.

Enfin, les marchés ouest et centre africains sont reliés entre eux. Le bétail du Niger approvisionne, avec les animaux du Tchad, de Centrafrique et du Nord Cameroun, les besoins de consommation du sud Cameroun, du Nigeria, du Gabon, de la République démocratique du Congo et du Congo Brazzaville. De la même façon, des flux de bétail existent et relient l'Afrique de l'Ouest et du Centre aux pays arabes.

ger » l'élevage local. Le déferlement des importations de produits animaux sur les marchés ouest-africains a modifié durablement les habitudes alimentaires des populations. De nouveaux usages sont apparus, de nouveaux marchés se sont créés, notamment autour de la poudre de lait, mais aussi du lait UHT, par exemple. Par ailleurs, de nombreuses industries laitières ont pu se développer sur la base de la poudre de lait importée. Ces évolutions ont réduit les possibilités pour les gouvernements de mettre en place des limitations à l'importation.

Approvisionnement des villes et avenir de l'élevage. Devant ces recompositions profondes des marchés, plusieurs enjeux relatifs à l'avenir de ↻

Les produits animaux dans la sécurité alimentaire

LA CONSOMMATION des produits animaux est mal connue en Afrique de l'Ouest en raison d'une forte part de l'autoconsommation (lait et ses dérivés, œufs, viandes), et en raison d'une connaissance très approximative des échanges commerciaux et de l'importance des circuits d'approvisionnement informels (échanges de proximité). Seul le niveau des importations est assez bien connu. Selon les calculs rapportés dans l'étude CSAO/OCDE-Cedeao, sur la base des données de la FAO, la consommation toutes viandes confondues s'élèverait à 8,6 kg par habitant. On attribue généralement les faibles taux de malnutrition en milieu pastoral à des régimes alimentaires qui incorporent nettement plus de lait qu'en milieu agricole ou urbain. D'une façon générale la consommation de produits laitiers et carnés reste faible, comparée aux standards de consommation dans les pays riches.

Les liens entre l'élevage et la sécurité alimentaire dépassent de loin cet aspect. Par exemple, il existe une très forte relation entre prix des céréales et prix du bétail. Il s'agit d'un indicateur majeur de l'accessibilité des produits alimentaires en zone pastorale. En cas de sécheresse par exemple, les prix des animaux, en mauvais état, chutent sur les marchés. Cette chute est d'autant plus forte que les céréales sont chères et que les éleveurs ont besoin de commercialiser plus d'animaux pour acheter des céréales.

La demande en aliments du bétail est un autre facteur qui influence l'équilibre des marchés alimentaires et donc l'accessibilité des céréales pour les consommateurs. La forte demande de l'industrie des aliments de bétail sollicitée par le fort développement de l'élevage de volailles au Nigeria modifie en profondeur l'équilibre du marché céréalier dans tout l'Est de l'Afrique de l'Ouest et pèse fortement sur la sécurité alimentaire des populations du Niger, par exemple.

☉ L'élevage en Afrique apparaît encore mal pris en compte par les organisations de producteurs, les décideurs publics et la société civile. Il s'agit des débats sur le modèle alimentaire, des discussions relatives aux règles commerciales, et enfin des priorités des politiques publiques vis-à-vis des populations vulnérables.

La question du modèle alimentaire est récemment apparue dans le débat public sous l'effet de plusieurs éléments conjugués : l'émergence d'associations de consommateurs, d'étudiants ou de militants revendiquant un modèle de consommation plus « durable » et « sain » ; le développement de nouvelles exigences des consommateurs sur les liens entre alimentation et santé ; la montée de revendications nouvelles sur la « souveraineté alimentaire » portées par les organisations professionnelles agricoles et les organisations de la société civile, et insistant sur le recours aux aliments « locaux ». Plus récemment, ce débat sur le modèle alimentaire a été relancé par la crise alimentaire de 2007, et les manifestations contre la « vie chère ». Ces positions constituent à n'en pas douter un élément déterminant pour l'avenir du positionnement des produits animaux locaux sur les marchés domestiques. L'écho particulièrement favorable de la société civile sur l'exposition « Mon lait, je l'aime local » présentée à Dakar et à Ouagadougou en 2009 illustre les évolutions possibles sur ce sujet.

Le deuxième enjeu majeur concerne les discussions relatives aux règles commerciales. Dans le domaine des réglementations sanitaires, de nombreuses initiatives ont permis d'avancer sur les

moyens d'améliorer la qualité des produits locaux. L'élaboration de guides de bonnes pratiques semble être une voie privilégiée. De nombreux acteurs réclament aussi un meilleur contrôle des conditions sanitaires du commerce des produits animaux, notamment pour les viandes congelées importées. Mais le principal débat concerne les discussions relatives aux tarifs douaniers. Dans le cadre de l'Uemoa et de la Cedeao, l'Afrique de l'Ouest est engagée dans un processus d'harmonisation de ses règles commerciales et en particulier du Tarif extérieur commun (Tec) qui se met en place aux frontières de la région. Aujourd'hui taxée dans l'espace Uemoa à hauteur de 5 % seulement car considérée comme un intrant pour l'industrie, la poudre de lait est l'objet d'intenses discussions dans les arbitrages sur le Tec Cedeao. Ce cas illustre particulièrement bien la difficulté pour les décideurs de réconcilier les intérêts des différents acteurs, et les intérêts à court et long terme. À court terme, l'importation permet d'assurer un approvisionnement régulier de l'industrie de transformation, alors que les filières locales peinent à alimenter les collecteurs, notamment en saison sèche lorsque les animaux sont en fin de lactation, et les fourrages peu disponibles et très coûteux. Mais à long terme, de nombreux pays souhaitent voir ces filières locales se structurer et approvisionner le marché. Or, cette stratégie nécessite de réduire la pression exercée par les importations. Il en va de même au niveau des acteurs. Si les consommateurs relativement aisés peuvent privilégier les produits locaux de qualité, l'accès des pauvres aux produits



© Bureau Issala

Les importations de viandes et de lait en Afrique de l'Ouest

LES IMPORTATIONS de produits animaux représentent 13 % des importations agroalimentaires des 15 pays de la Cedeao. Selon les données commerciales de la FAO, les importations de produits laitiers et œufs sont passées de 300 millions de dollars par an sur la période 1994-96 à 663 millions de dollars sur la période 2004-06. Les importations de viandes ont été multipliées par 4 sur la même période en passant de 61 millions à plus de 258 millions de dollars. La viande bovine et les volailles représentent l'essentiel de ces importations.

laitiers est renchéri par la taxation des importations. Dans le même temps, les organisations de professionnels laitiers militent et font pression pour mettre en place un niveau de taxation suffisant pour protéger les investissements dans la filière locale et la rémunération des producteurs. Dans le cadre de la négociation de l'APE, la région a placé le lait dans les produits sensibles non libéralisés dans les échanges avec l'Union européenne. Mais le débat reste entier sur la classification finale de ces produits dans le nouveau Tec Cedeao en cours de négociation.

On touche ici la question des priorités politiques, qui constituent le troisième point de débat. Dans le cadre des stratégies nationales de réduction de la pauvreté, les gouvernements d'Afrique de l'Ouest et les partenaires au développement ont affiché des priorités d'intervention et de régulation en faveur des populations les plus vulnérables. Or, les arbitrages en matière commerciale sont souvent difficiles : doit-on ouvrir les marchés pour favoriser l'approvisionnement des consommateurs urbains les plus pauvres en produits de base ? Ou bien faut-il protéger les filières domestiques pour offrir des opportunités de croissance aux secteurs agricoles et agro-industriels locaux ? Dans le cas du lait, et plus largement des produits animaux, qui influencent

fortement l'équilibre nutritionnel, les options sont complexes. L'ampleur des problèmes nutritionnels, notamment chez les femmes enceintes et les jeunes enfants, milite fortement pour la diversification des systèmes alimentaires et pour une plus grande utilisation des produits animaux à bas prix. Ces produits sont parmi les premiers dont la consommation est réduite en cas de difficulté économique au sein des ménages. Longtemps, l'importation a été considérée comme moins coûteuse que la production locale. La crise des prix alimentaires a cependant montré la vulnérabilité induite par ce choix et les problèmes posés par l'instabilité des prix mondiaux. Or, cette instabilité est appelée à croître avec la libéralisation des politiques laitières dans les grands pays et ensembles régionaux producteurs et le recul des mesures de régulation de ces marchés qui jouent un rôle leader sur les prix mondiaux.

Les choix en matière de modèle de production sont tout aussi difficiles à faire. Faut-il privilégier le renforcement des systèmes de collecte de lait en zone rurale, ou encourager le développement des exploitations laitières intensives en zones périurbaines ?

Une histoire de l'élevage et du marché qui reste à écrire. Finalement, l'histoire de l'élevage en Afrique de l'Ouest reste encore à écrire. Les phénomènes de développement des marchés urbains sont relativement récents. Et la plupart des ajustements politiques sont encore en négociation. La capacité de l'élevage africain à participer aux échanges marchands dépendra en grande partie de la faculté des acteurs et des décideurs à s'accorder sur des objectifs de développement communs, sur des modèles de développement respectueux des réalités locales. Les gouvernements en place devront rechercher une meilleure cohérence entre politiques commerciales et politiques sectorielles afin qu'elles se complètent, plutôt que de s'opposer. L'avenir de l'élevage en Afrique de l'Ouest dépendra aussi de la capacité de la région à faire jouer les avantages comparatifs entre les zones et à exploiter les complémentarités entre bassins de production et bassins de consommation transnationaux. En Afrique de l'Ouest, les discours sur la révolution de l'élevage, bien que rendant compte

Quelques « fausses idées » reçues sur l'élevage

« L'élevage ferait compétition à l'accès humain aux calories végétales ». Les produits animaux représentent un tiers des protéines consommées dans le monde et apportent des nutriments indispensables (acides aminés essentiels, minéraux, vitamine A). Le petit élevage est fondamental pour la sécurité alimentaire des familles paysannes (autoconsommation, revenus permettant l'achat de céréales) et son alimentation permet de valoriser les restes ménagers et résidus de récolte. Enfin, 1/5 des terres mondiales sont trop pauvres pour des productions végétales mais leur exploitation par l'élevage permet la survie de populations démunies.

« L'élevage de ruminants serait la principale source d'émissions de gaz à effet de serre ». L'élevage se situe en troisième position après l'industrie et les transports, avec une production de 18 % de ces gaz, essentiellement dans les élevages intensifs des pays développés et émergents. Par ailleurs, l'élevage permet de réduire l'utilisation d'engrais chimiques et constitue, pour les plus pauvres, une alternative durable à une mécanisation motorisée consommatrice d'énergies fossiles.

« L'élevage de ruminants serait responsable de surpâturage ». La concentration des animaux dans les lieux de regroupement peut générer localement un surpâturage, mais l'élevage mobile constitue le mode de gestion le plus durable de parcours à faible capacité de charge. La transhumance est même bénéfique pour les écosystèmes variés qu'elle fertilise et dont elle dissémine les graines ; elle permet des transferts saisonniers de charge.

« L'élevage pastoral sahélien serait un élevage de contemplation ou à l'inverse un mode de capitalisation au bénéfice d'une minorité ». Le cheptel sahélien constitue certes une forme de capitalisation, mais la majeure partie du cheptel fait vivre les populations pastorales. Il répond largement à la demande locale et sous-régionale en viande, de manière compétitive.

Dr Ludovic Larbodièrre et Isabelle Tourette-AVSF

de processus globaux indéniables, semblent finalement bien loin des réalités de terrain. ■